

Référence à utiliser selon le lieu de résidence de la personne à protéger

Cette page d'information ne doit pas être jointe à la demande de mesure de protection présentée ci-après.

Pour les secteurs Camargue Vidourle, Nîmes et Bagnols-sur-Cèze :

Adressez votre demande par courriel à l'adresse suivante :

civil.pr.tj-nimes@justice.fr

Pour les secteurs d'Alès et du Vigan :

Adressez votre demande au Tribunal judiciaire d'Alès par courriel à l'adresse suivante :

civil.pr.tj-ales@justice.fr

DEMANDE DE MISE SOUS PROTECTION JURIDIQUE D'UNE PERSONNE VULNÉRABLE

Madame la Procureure de la République,

Veuillez trouver ci-après un signalement relatif à une situation de vulnérabilité, et vise à solliciter l'ouverture d'une mesure de protection adaptée.

Ville :

Date :

Objet : Signalement en vue de l'ouverture d'une mesure de protection juridique pour une personne majeure vulnérable

Madame la Procureure de la République,

Par la présente, je vous transmets un signalement concernant une personne majeure dont la situation apparaît susceptible de justifier l'ouverture d'une mesure de protection juridique conformément aux dispositions des articles 425 et suivants du Code civil.

I. IDENTIFICATION DE LA PERSONNE A PROTEGER

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Téléphone (si connu) :

Situation familiale :

Joindre la copie de la Carte Nationale d'Identité (si possible)

II. ÉLÉMENTS DE SIGNALEMENT

1. Origine du signalement

Préciser les circonstances ayant conduit au signalement, l'identité des professionnels intervenants, les dates des constats et les démarches déjà engagées. Préciser si la personne accepte la demande de mise sous protection et si oui, précisez si elle est en capacité de se déplacer chez le médecin expert ou de se faire accompagner.

2. Situation familiale et environnement social

Composition familiale, personnes ressources, existence d'un entourage aidant, degré d'isolement, présence de conflits ou de ruptures familiales. La personne à protéger est-elle en contact avec des membres de sa famille que le juge des tutelles peut contacter si besoin ? Si oui, il est utile d'avoir leurs noms et coordonnées.

3. Situation de logement et conditions de vie

Type d'habitat, conditions d'occupation, sécurité du logement, difficultés constatées, risques sanitaires ou environnementaux.

4. Situation administrative et ressources

Revenus, prestations sociales perçues, gestion administrative, ouverture des droits, difficultés de gestion.

5. Situation financière et endettement

Dettes connues, impayés, mesures de recouvrement, difficultés budgétaires ou risques d'abus financiers.

6. État de santé et autonomie

Décrire les éléments connus relatifs à l'état de santé physique, psychique ou cognitive de la personne.

Préciser, si possible :

- L'altération des facultés mentales et/ou corporelles ;
- Le suivi médical en cours ;
- L'adhésion aux soins ;
- Les capacités à gérer les actes de la vie quotidienne ;
- Les difficultés de discernement ou de jugement observées.

7. Projet ou devenir envisagé

Maintien à domicile, entrée en établissement, accompagnement renforcé, besoins identifiés ou orientations envisagées.

III. ANALYSE DE LA SITUATION

Consignes de rédaction

Les faits rapportés doivent être présentés de manière objective, factuelle et chronologique.

Les observations doivent reposer sur des éléments constatés et vérifiables, en distinguant clairement les faits observés des interprétations ou ressentis.

Si la personne est en mesure de s'exprimer, rapporter fidèlement ses propres déclarations concernant sa situation, ses souhaits, ses craintes, et sa perception de sa propre vulnérabilité. Préciser dans quelles conditions cet entretien a eu lieu, en présence de qui, et si la personne semblait lucide et cohérente. Toute contradiction entre ses paroles et les faits observés doit être signalée.

Paroles de la personne concernée

Éléments de vulnérabilité ou de danger identifiés

- ☐ Mise en danger de sa santé
- ☐ Mise en danger financière
- ☐ Isolement social
- ☐ Difficultés de gestion administrative
- ☐ Refus ou interruption des soins
- ☐ Risque d'abus de faiblesse
- ☐ Conditions de logement préoccupantes
- ☐ Autres :

Observations complémentaires

IV. PIÈCES JOINTES TRANSMISES

- ☐ Compte-rendu social
- ☐ Évaluation médico-sociale
- ☐ Courrier médical
- ☐ Relevés administratifs ou financiers
- ☐ Autres :

Je vous prie d'agréer, Madame la Procureure de la République, l'expression de ma considération distinguée.

Nom et qualité du rédacteur :

Structure :

Téléphone :

Courriel :

Signature